

Petitjean, Olivier, "Les centaines de millions de travailleurs ignorés des multinationales", *Observatoire des Multinationales (ODM)*, Francia, 04 de febrero de 2016.

Consultado en:

<https://multinationales.org/Les-centaines-de-millions-de-travailleurs-ignores-des-multinationales>

Fecha de consulta: 12/01/2021.



Une étude réalisée pour le compte de la Confédération syndicale internationale (CSI), portant sur 50 multinationales américaines, européennes et asiatiques, estime que celles-ci emploient de fait, derrière les chiffres officiels, pas moins de 116 millions de personnes dans le monde entier. Seulement 6% d'entre elles sont des salariés directs des entreprises concernées. Les 94% restantes sont reléguées dans la pénombre de leurs chaînes d'approvisionnement, parmi les fournisseurs et sous-traitants, souvent avec des salaires bien moindres et des conditions de travail au rabais.

Avec environ 160 000 employés en France et 381 227 au niveau mondial, Carrefour est déjà l'un des plus importants employeurs privés de la planète. Mais en réalité, si l'on tient compte de la main d'œuvre des divers fournisseurs et sous-traitants du groupe, l'effectif de Carrefour devrait plutôt être évalué à ... 3,3 millions de personnes. Soit près de dix fois plus. La firme française est loin d'être seule dans ce cas, comme le souligne une étude réalisée par la

Confédération syndicale internationale (CSI), intitulée [*Scandal. Inside the global supply chains of 50 top companies*](#) (« Scandale. Dans les chaînes d’approvisionnement globales de 50 entreprises mondiales »). 2,3 millions pour Apple contre seulement 98 000 officiellement, 5,7 millions pour Coca-Cola (contre 129 000), 1,6 million pour H&M (contre 132 000), 4,1 millions pour Nestlé (officiellement 339 000), 2,5 millions pour Nike (officiellement seulement 48 000 !), ou encore 10 millions pour Walmart (contre tout de même 2,2 millions de salariés directs).

Au total, les 50 multinationales étudiées dans le rapport emploieraient au bas mot 116 millions de personnes, dans tous les pays de la planète. Mais seulement 6% d’entre elles sont des salariés directs. Les autres sont quasi invisibles, éparpillées le long des filières de production des groupes, dont ils sont parfois séparés par plusieurs échelons de sous-traitance en cascade. Il faut un scandale majeur, comme l’effondrement de l’immeuble du Rana Plaza en 2013 au Bangladesh (lire nos articles [ici](#)), ou encore les dizaines de décès sur les chantiers de la Coupe du monde au Qatar (voir [ici](#)) pour que soit parfois levé le voile sur un phénomène devenu systémique.

Main d’oeuvre de seconde classe

En délocalisant leur production et en internationalisant leurs chaînes d’approvisionnement et leur clientèle, les grandes entreprises mondiales ont acquis un poids considérable. La CSI souligne qu’elles contrôlent désormais pas moins de 60% de la production, du transport et des services. Les chiffre d’affaires cumulé des 50 entreprises étudiées dans le rapport s’élève à 3400 milliards de dollars. Mais cette expansion ne profite qu’à quelques-uns : « *Le PIB mondial a triplé depuis 1980, et pourtant les inégalités atteignent des niveaux historiques.* »

Dans la plupart des cas, cette politique d’externalisation et d’internationalisation s’est en effet accompagnée d’une course au moins-disant environnemental et social et d’une fuite vers des pays où les droits syndicaux sont moins bien respectés qu’en Europe ou en Amérique du nord. Si les conditions de travail offertes aux salariés directs des multinationales ne sont pas toujours satisfaisantes, celles qui sont réservées aux employés des fournisseurs et sous-traitants sont généralement bien pires. Pour la Confédération syndicale internationale, ce phénomène doit être mis directement en rapport avec le monde d’inégalités salariales

abyssales et de polarisation sociale que nous connaissons aujourd'hui : « *un modèle commercial qui a perdu sa boussole éthique* ». Les profits réalisés en 2014 par 25 des 50 multinationales étudiées - 190 milliards de dollars - suffiraient à augmenter le salaire de leurs plus de 71 millions de travailleurs directs et indirects de 2652 dollars par an ! Quant à leurs réserves de cash, souvent stockée dans les paradis fiscaux, elle pourrait servir à les augmenter de 5400 dollars supplémentaires.

Difficulté du mouvement syndical international

Le diagnostic pointe une difficulté fondamentale du mouvement syndical international : si celui-ci parvient généralement tant bien que mal à organiser les travailleurs au sein des entreprises multinationales elles-mêmes, cela devient autrement plus difficile dès que l'on descend dans leurs chaînes de production. Difficulté dont témoigne à sa manière le rapport de la CSI, qui joue surtout sur le registre éthique en interpellant directement les patrons des 50 entreprises étudiées, qui ont « *les ressources et l'influence* » pour « *changer le modèle dominant du commerce mondial* ». Il est vrai que le document a été conçu spécifiquement pour être publié au moment du Forum économique de Davos.

D'autres recours existent heureusement, à commencer par les moyens d'action syndicaux traditionnels et leurs prolongements internationaux (comme les accords-cadres mondiaux, lire [ici](#)), l'action des gouvernements et auprès des gouvernements, ainsi que la mise en oeuvre de normes contraignantes sur les impacts des multinationales en termes de droits humains, que ce soit au niveau international (lire [ici](#)) ou dans les pays d'origine de celles-ci, comme c'est proposé en France et ailleurs (lire [ici](#) et [là](#)).

Le rapport, disponible [ici](#) en anglais, est accompagné d'une série de courtes vidéos constituant autant d'études de cas sur les méfaits sociaux des multinationales. Elles sont rassemblées [ici](#) (voir ci-dessous celle sur les atteintes aux droits syndicaux chez un fournisseur d'Apple et Samsung).